

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 23

Objet de la délibération : DGA / CV -  
Acquisition, installation et maintenance  
d'un système de radio - Création d'un  
groupement de commandes

<div><div><div></div></div><div>Original</div></div> <div><div><div></div></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div>
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.227

Date de la convocation :

**Le 05/12/2017**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage en date du **21 DEC. 2017**

de la réception s/Préfecture  
en date du **20 DEC. 2017**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

**Laurence MALHERBE**  
Directrice des Affaires Générales,  
Stéphane PINTRE  
Président du Contentieux

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 décembre 2017**

L'an deux mil dix-sept et le 11 décembre à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gilbert TAULANE, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

**Monsieur OCCELLI,**

Dans la logique de l'intercommunalité, de son objectif de cohérence territoriale et de solidarité institutionnelle, il est souhaitable de favoriser la coopération intercommunale.

C'est en ce sens que les services de la C.A.S.A ont engagé avec les communes membres une réflexion sur la mise en place d'une logistique visant à optimiser la gestion des ressources publiques et à contribuer à la réalisation d'économies sur les achats.

Il s'agit concrètement de mutualiser les procédures de marchés publics en recourant aux groupements de commandes pour gérer les besoins en fournitures, services et travaux communs à la C.A.S.A et aux collectivités membres intéressées.

C'est dans ce cadre que vous est proposée, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, la constitution d'un groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes pour l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radio. En parallèle, la réalisation de ce projet commun permettra, grâce à la mutualisation des points relais de radiocommunication installés sur le pic des Courmettes, sur le site de la Garoupe et sur le site des Terriers, d'améliorer la couverture radio du territoire des deux collectivités.

Il s'agit d'un lot unique sans minimum ni maximum.

Il vous appartient en conséquence d'approuver la convention constitutive dudit groupement, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Composition du groupement :  
La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;  
La commune d'Antibes.
- Modalités de fonctionnement : comme définies dans la convention constitutive ci-jointe.
- Coordonnateur : La C.A.S.A a proposé d'être le coordonnateur du groupement de commandes constitué. Elle sera autorisée à signer le marché, à le notifier et à l'exécuter au nom du groupement.
- Commission d'Appel d'Offres : la Commission d'Appel d'Offres est celle du coordonnateur.
- Répartition financière : entre les membres du groupement : selon les consommations de chaque membre du groupement.
- La durée du groupement : le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui est d'un an à compter de sa notification et qui est reconductible tacitement trois (3) fois.

Vu la délibération n°CC.2014.005 du 14 avril 2014 du Conseil Communautaire autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions de constitution de groupement de commandes, il est proposé :

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes pour la l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radio ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la mobilité et aux transports à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre ;
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la mobilité et aux transports à signer les pièces qui constituent l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres et si nécessaire de pouvoir recourir aux dispositions de l'article 30 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la mobilité et aux transports à signer tout document ou acte permettant, conformément aux dispositions de convention ci-dessus mentionnée, de mutualiser les sites « relais » assurant la couverture en radiocommunication du territoire.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes entre la C.A.S.A et la commune d'Antibes pour la l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radio ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la mobilité et aux transports à signer ladite convention, dont le projet est joint en annexe, ainsi que les avenants à ladite convention qui ne modifient pas son économie générale ;
- d'approuver la désignation de la C.A.S.A en tant que coordonnateur du groupement, qui sera chargée de la signature, de la notification et de l'exécution dudit accord cadre ;
- d'approuver la répartition financière entre les membres du groupement ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la mobilité et aux transports à signer les pièces qui constituent l'accord cadre à intervenir avec l'entreprise déclarée attributaire par la Commission d'Appel d'Offres et si nécessaire de pouvoir recourir aux dispositions de l'article 30 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- d'autoriser Monsieur le vice-président délégué à la mobilité et aux transports à signer tout document ou acte permettant, conformément aux dispositions de convention ci-dessus mentionnée, de mutualiser les sites « relais » assurant la couverture en radiocommunication du territoire.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 décembre 2017  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



## ACQUISITION, INSTALLATION ET MAINTENANCE D'UN SYSTEME DE RADIO

### CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

#### Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée CASA, dont le siège social est situé au 449, Route des Crêtes BP 43, Les Genêts, 06901 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX, représentée par son Vice-Président délégué à la Mobilité et aux Transports, Monsieur Thierry OCCELLI, dûment habilité par délibération n°..... du Bureau Communautaire en date du 11 décembre 2017.

Désignée ci-après « la C.A.S.A »,

#### ET

La **Commune d'Antibes**, dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, BP 2205, 06606 ANTIBES, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité par délibération n° ..... du Conseil Municipal en date du

#### Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup> - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes en vue de la passation d'un accord cadre d'acquisition, installation et maintenance d'un système de radio conformément à l'article 28 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, et de définir les modalités de fonctionnement de ce groupement.

Cette acquisition fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert lancée en application des dispositions des articles 25-I.1°, 67 et 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radio fera l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum conformément aux dispositions de l'article 78 du décret du 25 mars 2016.

Le groupement a pour vocation la passation et l'exécution de l'accord cadre d'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radio nécessaire à l'objet de la présente convention.

## **Article 2 - Composition du groupement de commandes**

Les membres du groupement de commandes sont :

- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis
- La Commune d'Antibes

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes désigné ci-après.

## **Article 3 - Durée de la convention**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord cadre qui prendra effet à sa date de notification.

Le marché peut être reconduit par période successive d'un (1) an pour une durée maximale de reconduction de trois (3) ans, sans que ce délai ne puisse excéder le quatre (4) ans.

## **Article 4 - Coordinateur**

En application à l'article 28-II de l'Ordonnance du 23 juillet 2015, la C.A.S.A se verra confier la charge de mener la totalité de la procédure de passation et de superviser le suivi de l'exécution au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Elle est notamment chargée de :

- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- Faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- Remettre le DCE aux candidats ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Convoquer la commission d'appel d'offres ;
- Informer les candidats retenus et non retenus ;
- Signer l'accord cadre ;
- Établir le rapport de présentation au représentant de l'Etat et adresser l'accord cadre au contrôle de la légalité ;
- Notifier l'accord cadre ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- De régler les éventuels litiges liés à la passation et à l'exécution de l'accord cadre ;
- D'ester en justice dans l'hypothèse d'un contentieux.

La C.A.S.A coordonne l'exécution de l'accord cadre dans les conditions des articles 7, 8 et 9 de la présente convention.

Le coordonnateur tient à la disposition des membres du groupement tous les actes et les informations relatives au groupement.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

## **Article 5 - Obligations des membres du groupement**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs propres, préalablement au lancement des procédures ;
- Participer à l'exécution de l'accord cadre dans les conditions prévues aux articles 7, 8 et 9 de la présente convention ;
- Informer le Coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché, objet de la présente convention.

## **Article 6 - Commission d'Appel d'offres**

En application de l'article L. 1414-3 du Code Général des Collectivités Locales, la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur du groupement de commandes, que représente la C.A.S.A.

## **Article 7 - Comité technique de coordination et de suivi**

### **Article 7-1 : Composition du comité technique de coordination et de suivi**

Le comité technique de coordination et de suivi est composé d'un représentant de chaque membre du groupement.

Le comité technique se réunit autant que de besoin durant :

- La procédure d'élaboration et de passation du marché public,
- La procédure d'exécution du marché public.

### **Article 7-2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi**

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de participer et de suivre le déroulement de l'accord cadre.

#### **7.2.1 : Passation de l'accord cadre**

Le comité technique est chargé :

- De participer à l'élaboration des pièces du marché public, en vue de permettre au coordonnateur de constituer le dossier de consultation des entreprises ;
- De participer à l'analyse des candidatures et des offres, en vue de permettre au coordonnateur de proposer le choix du candidat à la Commission d'Appel d'Offres ;

#### **7.2.2 : Exécution de l'accord cadre**

Le coordonnateur est chargé du suivi des consommations globales de l'accord cadre.

Il prend également en charge la validation des demandes éventuelles de hausses de prix transmises par le titulaire de l'accord cadre, dans le cadre des clauses définies dans ce dernier.

Dès la notification de l'accord cadre, le comité technique pourra se réunir à la demande du coordonnateur, à chaque fois qu'il est nécessaire.

L'exécution de l'accord cadre est gérée suivant les modalités prévues à l'article 8 de la présente convention.

## **Article 8 : Dispositions financières**

### **Article 8-1 : Détermination des coûts**

L'acquisition, l'installation et la maintenance d'un système de radio fera l'objet d'un accord à bons de commande conclu sans montant minimum ni maximum.

### **Article 8-2 : Répartition financière**

#### **8.2.1 : Approvisionnement**

Les commandes seront gérées par chaque membre du groupement. La répartition financière sera fonction de la consommation de chaque membre.

Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins, chaque membre du groupement prendra à sa charge l'émission des bons de commande le concernant.

#### **8.2.2 : Mutualisation des sites assurant la couverture radio**

Dans le cadre de ce groupement de commandes, les parties disposent de points hauts respectifs permettant la couverture radio sur leurs territoires :

- La C.A.S.A dispose d'un point haut situé sur le site des Courmettes et d'un point au dépôt des Trois Moulins qui pourra être mutualisé avec la Ville d'Antibes ;
- La Commune d'Antibes dispose d'un point haut à la Garoupe, qui pourra être mutualisé avec la C.A.S.A, auquel il conviendra d'ajouter le point relais situé sur le bâtiment communal de la Direction des Réseaux et Infrastructures, sis chemin des terriers. Ce point relais des Terriers sera remis en service dans le cadre de ce projet.

Afin que les parties puissent disposer d'une couverture plus performante garantissant 100% de couverture de leur territoire, il est proposé de mutualiser certains points hauts en fonction des besoins actuels et d'envisager une réflexion future sur la mutualisation d'autres points hauts en fonction des besoins respectifs des parties.

### **Article 8-3 : Modalités de paiement**

Le titulaire établira une facture pour chacun des deux membres du groupement en fonction de l'exécution des prestations respectives.

Le titulaire transmettra également un état récapitulatif au coordonnateur, la C.A.S.A, afin d'assurer le suivi de l'accord cadre.

Chaque membre se charge du paiement direct au titulaire et dans les conditions prévues à l'article 183 du Décret n°2016.360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation, avis d'attribution) sont à la charge de la C.A.S.A.

## **Article 9: Modalités d'adhésion et de sortie du groupement**

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention dans les conditions de son article 2;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, sous réserve d'un préavis de trois mois donnant lieu à une décision écrite et notifiée au coordonnateur, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

Si le maintien du groupement n'est pas décidé, les dispositions de l'article 12 s'appliqueront.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

## **Article 10 : Avenant à la présente convention**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre les deux signataires, fera l'objet d'un avenant.

## **Article 11 : Litiges**

### **Article 11-1 : Litige résultant de la présente convention**

Les signataires conviennent qu'en cas de litiges, qui résulteraient de l'application de la présente convention, une conciliation devra être organisée en présence d'un expert, désigné d'un commun accord. Les frais d'expertise sont partagés entre les parties.

A défaut de conciliation dans le délai de deux (2) mois suivant la constatation du litige, et sauf prorogation de ce délai admise par les parties, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

### **Article 11-2 : Litige résultant de l'accord cadre**

En cas de litige résultant de l'application des clauses de l'accord cadre, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du coordonnateur du groupement, à savoir le Tribunal Administratif de Nice.

Quel que soit le contentieux, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.



**Article 12 - Résiliation**

La résiliation de l'accord cadre entraîne la résiliation de la présente convention.

La résiliation de la présente convention, qui sera réglée par voie d'avenant, entraîne la résiliation de l'accord cadre.

**Fait à Sophia Antipolis, le**

**Le Vice-Président délégué à la Mobilité et aux  
Transports**

**Monsieur le Maire  
la Commune d'Antibes - Juan les Pins**

**Thierry OCCELLI**

**Jean LEONETTI**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 11/12/2017  
Numéro : BC\_2017\_227  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Acquisition, installation et maintenance d'un système de radio - Création d'un groupement de commandes  
Matière : 1.1 - Marchés publics  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : feH8n7L

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 20/12/2017  
Identifiant : 006-240600585-20171211-BC\_2017\_227-DE

**Acte reçu**

Date : 11/12/2017  
Numéro interne : BC\_2017\_227  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 1  
Code matière 2 : 1  
Objet : Acquisition, installation et maintenance d'un système de radio - Création d'un groupement de commandes  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20171211-BC\_2017\_227-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_AU-006-240600585-20171211-BC\_2017\_227-DE-1-1\_2.PDF

N